

# La macronisation de la démocratie française

**L**a fulgurante ascension d'Emmanuel Macron tend à faire oublier ce que sa candidature peut avoir de déconcertant. À moins de 40 ans, jamais élu, sans autre pratique du pouvoir qu'une brève expérience ministérielle, sans assise militante, il a fondé un mouvement à son image, devenu en quelques mois le favori des sondages. Ce qui ressemblait au départ à une sympathique start-up électorale s'apparente de plus en plus à une force politique qui pourrait le conduire demain aux portes de l'Élysée.

L'exploit paraît d'autant plus singulier qu'il a été émaillé d'ambiguïtés, d'incertitudes et de proclamations douteuses. M. Macron a mis des mois à distiller, par petits bouts, son programme économique, riche de mesures de bon sens mais passablement flou sur le calendrier d'application ou le mode de financement. Juvénile, énergique, par moments emphatique (« *Je vous aime farouchement* ») ou charmeur (« *Nous allons cheminer ensemble* »), l'homme qui qualifie pudiquement sa candidature de « *révolution* » gouverne son mouvement en maître absolu et... recrute ses futurs députés sur Internet.

« *Candidat du ressentiment* », il a prudemment étudié les thèmes qui hantent le débat public et font prospérer le Front national faute d'être traités : la question identitaire, le besoin de nation, la place de l'islam dans la République... Il n'a pas hésité à qualifier la colonisation de « *crime contre l'humanité* », épithète juridiquement inappropriée, historiquement anachronique

et moralement indigne. Puis décrété qu'« *il n'y a pas de culture française* », seulement « *une culture en France* », diverse et multiple ; autant dire une France abstraite de ses caractères originaux, de son histoire, de son patrimoine mémoriel, pour devenir un parc multiculturel où la culture nationale est appelée à se dissoudre.

Aucune de ces approximations, ou de ces boulettes, n'a vraiment contrarié la faveur de l'opinion à son endroit. Emmanuel Macron, hier encore un ovni électoral, possède un talent et des attraits personnels qui mobilisent des foules nombreuses et lui valent

**Emmanuel Macron est le grand vainqueur, indirectement, des primaires qu'il a sagement évitées**

chaque jour de nouveaux soutiens. Il a, du jour au lendemain, vieillî ses concurrents, à commencer par Mélenchon, l'ancien ministre, l'ancien sénateur, l'insoumis d'un autre âge ; et même Benoît Hamon, l'éternel jeune apparatchik. Mais par-delà ses atouts personnels, le succès de sa campagne doit beaucoup à la désintégration des forces traditionnelles qui composent notre société politique.

Il puise ses premières ressources dans le discrédit qui frappe les partis de gouvernement et la désillusion quant aux effets de l'alternance. Les électeurs l'ont clairement signifié en rejetant les deux candidats « naturels » présentés au duel de 2017 : Nicolas Sarkozy et François Hollande. Et comme le Front national, devenu pourtant le premier parti de France, ne parvient toujours pas à incarner une espérance politique crédible, l'espace ouvert au candidat d'En marche ! s'est élargi d'autant.

M. Macron l'a si bien compris qu'il a choisi une démarche gaullienne – « *la rencontre d'un homme et d'un peuple* » – en la débarrassant de ses oripeaux bonapartistes. Il tire parti des divisions à droite comme à gauche, en occupant le centre, sans jamais s'en réclamer, et en ralliant les modérés de tous bords : des socialistes rebutés par les recettes utopiques et les chèques en bois de Benoît Hamon, des Républicains troublés par l'affaire Fillon, les centristes surtout de toutes extractions, orphelins d'une candidature plausible. Et son projet balaise suffisamment large pour que chacun y trouve plus ou moins son compte.

Mais ce qui donne un élan inespéré à ses aspirations présidentielles, c'est la procédure des primaires. Cet exercice de démocratie populaire confère au vainqueur une légitimité qui sape l'autorité du parti dont il est issu. Voilà pourquoi François Fillon, malgré ses ennuis judiciaires, a pu se maintenir contre la pression de ses pairs et l'avertissement des sondages. M. Macron en a tiré un bénéfice inespéré, qu'il allait bientôt démultiplier grâce à l'intronisation de Benoît Hamon par le « *peuple de gauche* », contre la majorité de son parti. La victoire du « *frondeur* » a déclenché un exode des socialistes vers le candidat d'En marche !, qui annonce la dissolution du parti né à Épinay il y a un demi-siècle.

Emmanuel Macron est le grand vainqueur, indirectement, des primaires qu'il a sagement évitées. Alors que la cote de Hamon s'effondre, lui paraît comme le représentant

authentique d'une gauche de gouvernement qui assume sans complexes l'économie de marché. Son étonnante percée consacre la faillite idéologique et politique du PS, que François Hollande aura voulu réformer sans jamais l'avouer ni s'en donner vraiment les moyens.

À force de pratiquer une politique libérale enveloppée dans une rhétorique qui la condamne, le président sortant a réduit son parti à l'état de survivance historique. Dépourvu de toute base populaire, le PS est écartelé aujourd'hui entre un timide courant social-libéral et des frondeurs surreprésentés au Parlement et indifférents au principe de réalité. C'est un parti désarmé idéologiquement, sans credo politique et sans principe unificateur.

On ignore si Emmanuel Macron va emporter l'élection présidentielle ; s'il peut être en mesure, parvenu à la magistrature suprême, de former une coalition durable ; s'il a l'étoffe nécessaire surtout pour présider au destin de cette nation éminemment politique, mais travaillée comme jamais par le désenchantement démocratique et la méfiance envers ses élites. Cependant, on peut d'ores et déjà reconnaître à sa candidature un insigne mérite : elle aura contribué à accélérer la recomposition en cours de notre paysage politique ; et, avec le concours involontaire des « *primaires citoyennes* » de la gauche, puis de Benoît Hamon, elle aide le Parti socialiste à mourir.

\* Directeur de recherche au CNRS, professeur au Centre de recherches politiques Raymond-Aron.



RAN HALÉVI

L'auteur\* montre en quoi la candidature d'Emmanuel Macron a accéléré la recomposition de notre vie politique.

# Stabiliser le Sahel: une mission d'urgence pour le prochain président

**L**a déstabilisation du Sahel s'aggrave. La France y envoie ses soldats. Mais ceux-ci sont les premiers à souligner que ce type de conflit ne peut se gagner par de seuls moyens militaires. La pauvreté, le chômage des jeunes, l'absence de sécurité et de justice, la démographie galopante et enfin l'expansion du salafisme font de cette région un baril de poudre.

On ne résoudra donc rien sans relancer l'économie rurale, créer des emplois et surtout sans reconstruire des appareils d'État gangrenés par le clientélisme. C'est possible, mais encore faut-il que les grands donateurs s'intéressent à ces questions. Or, sur les 3,4 milliards d'euros promis

par ceux-ci au Mali en 2015, seuls 3,7 % sont destinés au monde rural et moins de 0,1 % à la réforme de la justice. Pour un pays à 80 % rural, où l'absence de justice fait le lit

de la charia, on croit rêver ! La France peut-elle corriger ces bêtises ? Malheureusement, face au processus d'« *afghanisation* » en cours, nous consacrons moins de 1 % de notre aide publique au développement à cette région, préférant sous-traiter ces questions aux institutions multilatérales (Union européenne, Banque mondiale, etc.), qui ont précisément échoué en Afghanistan. Quant à la restauration de la sécurité, elle exige non le recours à des forces étrangères, vite perçues comme des troupes d'occupation, ou l'appel aux forces des Nations unies, d'une inefficacité navrante, mais la reconstruction des appareils régaliens locaux : armées, gendarmeries, polices, appareils judiciaires, administrations territoriales.

Alors que les dépenses locales de sécurité explosent et dépassent le tiers des recettes fiscales de ces pays, ces montants sont insuffisants pour faire face aux dangers. Car si les grandes institutions d'aide remarquent qu'« *il n'y a pas de développement sans sécurité ni de sécurité sans développement* », elles se refusent à financer cette sécurité. Il est désormais urgent d'engager une nouvelle approche, pragmatique, neutre pour nos finances publiques, reposant sur un pilotage serré par la France de l'action des institutions multilatérales au Sahel, imitant en cela

les méthodes des Britanniques. Notre politique vis-à-vis de cette région est inadaptée à l'urgence et à l'importance du défi : choix de ministres du Développement sans autorité et changeant tous les 18 mois, approche comptable et à courte vue du Trésor, cellule Afrique de l'Élysée sans autorité et, sous la dernière mandature, désintéressé du Quai d'Orsay vis-à-vis de ces questions. Une nouvelle politique suppose en premier lieu une remise en ordre de l'orchestre où actuellement Bercy, le Quai d'Orsay et la Défense jouent chacun leur partition sans la cohérence nécessaire, malgré les efforts de l'institution militaire, seule - car en première ligne - à avoir pris la mesure du désastre qui menace.

Au minimum, il faudra créer à l'Élysée, pour se substituer à la traditionnelle cellule Afrique, une cellule de coordination pour le Sahel, disposant de l'autorité pour assurer les arbitrages nécessaires. Sa responsabilité devra couvrir l'Afrique de l'Ouest, la Libye et le Maghreb. Il faudra aussi choisir un ministre délégué au Développement ayant l'expérience politique pour négocier avec les chefs d'État de la région un assainissement de la gouvernance et pour mobiliser auprès des institutions internationales les milliards mal ou non utilisés.

Il faudra enfin mettre en place la facilité de 100 millions de dons promise à l'Agence française de développement

(AFD) pour 2017, la doubler dès 2018 et consacrer ce montant à lever des ressources multilatérales qui devront dépasser le milliard de dollars annuel, permettant enfin à l'AFD de gérer au Sahel des montants correspondants aux enjeux géopolitiques. Il faudra enfin mobiliser les ressources européennes pour financer les dépenses de sécurité de ces pays en rappelant que la sécurité de ces régions constitue un bien public régional dont le coût doit être mutualisé.

Si rien ne change dans nos approches, au cours des prochaines années, le Sahel sera confronté à des crises qui ne peuvent que s'accompagner de vagues migratoires vers les métropoles de la côte africaine et du Maghreb, mais aussi vers toute l'Europe et surtout vers la France. Le prochain président de la République disposera de cinq ans pour tenter de redresser la barre. Car, dans cinq ans, il sera trop tard. Il nous restera juste le temps de nous barricader derrière nos frontières.

\* Serge Michailof est ancien directeur opérations à la Banque mondiale, auteur d'« *Africanistan. L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?* », Fayard 2015. Olivier Lafourcade est président d'IPDEV (Investisseurs et partenaires), ancien directeur opérations à la Banque mondiale.

DESSINS CLAREFOND



SERGE MICHAÏLOF ET OLIVIER LAFOURCADE

La déstabilisation du Sahel, qui peut entraîner d'importantes vagues migratoires, est un des enjeux majeurs des années à venir, expliquent les auteurs\*.

Les **Rencontres** du **FIGARO**

CONFÉRENCE - DÉBAT

**L'AVENTURIER, L'ÉCRIVAIN, LE DIPLOMATE**

**JEAN-CHRISTOPHE RUFIN**

MERCREDI 12 AVRIL 2017 - 20H00

SALLE GAVEAU 45-47 rue La Boétie, 75008 Paris

TARIF : 25 € - Placement Libre

Réservez vos places sur [www.lefigaro.fr/recontres](http://www.lefigaro.fr/recontres)

Informations au 01 70 37 31 70

JC Rufin © François BOUCHON